

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/NGMTS/9**

8 mars 1996

(96-0845)

## **Groupe de négociation sur les services de transport maritime**

### NOTE SUR LA REUNION DES 13 ET 16 FEVRIER 1996

Le Groupe de négociation sur les services de transport maritime a tenu sa neuvième réunion les 13 et 16 février 1996. L'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogramme WTO/AIR/243 du 15 janvier 1996.

1. Au titre du point A de l'ordre du jour - demandes de statut d'observateur -, le Président a souligné que, puisqu'il n'y avait pas eu de nouvelle demande depuis la réunion précédente, le Groupe comptait toujours 42 participants à part entière ainsi que 16 gouvernements et trois organisations ayant le statut d'observateur.

2. Au titre du point B de l'ordre du jour - réponses au questionnaire sur les services de transport maritime -, le Président a indiqué que, depuis la réunion précédente du Groupe, l'Islande avait fait parvenir une réponse au questionnaire (distribuée sous la cote S/NGMTS/W/2/Add.37). Le nombre total de réponses reçues était désormais de 37 - dont 35 émanant de participants à part entière et deux de gouvernements observateurs. Les sept participants à part entière et 13 observateurs qui n'avaient pas encore communiqué leurs réponses ont été encouragés à le faire par le Président.

3. Au titre du point C de l'ordre du jour - projet de liste sur les services de transport maritime -, le Président a dit qu'il existait maintenant non seulement la base factuelle nécessaire pour achever les négociations, mais aussi un cadre largement accepté dans lequel négocier les engagements. Lors de discussions informelles tenues récemment, on avait encore progressé dans l'étude des questions en suspens relatives à l'établissement des listes, en particulier la question des services de transport multimodal. L'Australie a présenté un document de travail intitulé "Scheduling Options for Multimodal Transport". La délégation australienne a dit qu'elle ferait bon accueil à toute observation concernant ce document dont elle était disposée à établir une version révisée.

4. Trois nouvelles offres ont été présentées. La Suisse a réintroduit l'offre qu'elle avait retirée en 1993, la Corée a proposé d'améliorer ses engagements existants et le Chili a présenté sa première offre au cours de la réunion. La Colombie et le Mexique ont indiqué qu'ils présenteraient vraisemblablement leurs offres d'ici peu et le Panama a présenté une déclaration (document S/NGMTS/W/10) dans laquelle il annonçait son intention de présenter une offre. L'Argentine a dit qu'elle envisageait activement de présenter une offre. Des membres ont signalé qu'un nombre important de demandes écrites avaient été présentées et se sont félicités des négociations bilatérales menées pendant la semaine. La Pologne a souligné qu'elle avait normalement un régime ouvert et qu'elle avait déjà pris des engagements en matière de libéralisation dans le cadre de divers accords bilatéraux et multilatéraux.

5. Les Etats-Unis ont dit qu'ils ne présenteraient ni offre ni demande car ils ne jugeaient pas les offres actuelles satisfaisantes. Ils reconsidéreraient leur position si la situation évoluait. Toutefois,

./.

les Etats-Unis, comme de nombreuses autres délégations, participaient activement aux négociations bilatérales dont ils ont souligné l'utilité et la franchise. De nombreux membres ont déploré la position prise par les Etats-Unis et ont préconisé une participation plus positive. La délégation des Etats-Unis a dit qu'elle transmettrait aux autorités de leur pays les préoccupations des autres membres et leur souhait de voir ce dernier participer plus pleinement au processus.

6. L'Australie, le Canada, les Communautés européennes, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la République dominicaine étaient de ceux qui ont pris note avec satisfaction des nouvelles offres et des indications selon lesquelles d'autres offres seraient bientôt présentées. De nombreuses délégations ont signalé que le délai fixé à la fin juin se rapprochait et ont insisté sur la nécessité d'intensifier le processus de demandes et d'offres et d'obtenir une "masse critique" d'offres. Le Président a instamment demandé aux membres de ne pas se laisser enfermer dans une situation où chacun attendait que l'autre présente son offre. Plusieurs membres ont réaffirmé que ce n'était pas seulement la quantité, mais aussi la qualité des offres qui importait. Les Communautés européennes ont fait observer que les offres présentées ne reflétaient pas pleinement la situation dans le secteur des services de transport maritime dont le commerce était tout à fait ouvert et elles ont souligné la nécessité de renforcer cette ouverture. Plusieurs membres, tout en reconnaissant que les négociations en cours étaient lentes et ardues, ont dit qu'ils étaient résolus à tout faire pour éviter un échec.

7. Au titre du point D de l'ordre du jour - questions se rapportant au paragraphe 7 de la Décision sur les négociations sur les services de transport maritime -, les Communautés européennes et le Japon ont dit qu'ils étaient préoccupés par la législation récemment promulguée par les Etats-Unis qui autorisait l'exportation de pétrole d'Alaska, mais en réservait le transport à des navires battant pavillon des Etats-Unis. Pour les Communautés européennes, cette législation était incompatible avec la Décision ministérielle sur les négociations sur les services de transport maritime qui préconisait un statu quo pendant les négociations et interdisait aux pays participants de prendre des mesures qui pourraient améliorer leur position de négociation. Le Japon jugeait nécessaire d'étudier les ramifications juridiques de la législation. Les Etats-Unis ont dit que la question avait été examinée par le passé et qu'il n'était guère utile de répéter ce qui avait déjà été dit.

8. S'agissant des dates des réunions futures (point E), le Groupe a décidé qu'il tiendrait sa réunion suivante le mardi 26 mars et le vendredi 29 mars 1996.